LA FRANCOPHONIE ÉCONOMIQUE DE DEMAIN
Colloque du RDÉE Canada du 18 au 19 juin 2015
Hôtel Fort-Garry, Winnipeg, Manitoba

ATELIER C – L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (ESS)

Par Claude Béland

Quelles sont les opportunités d'affaires en économie sociale pour les communautés francophones du Canada?

Quel est l'impact actuel de l'économie sociale et solidaire du Canada et dans le monde?

Quels sont les obstacles à franchir et les obstacles à réduire afin de soutenir l'expansion de l'économie sociale des communautés francophones du Canada ?

Commençons par les opportunités.
À mon avis, les opportunités sont nombreuses. Nombreuses puisque le système économique dominant actuellement ne répond plus aux besoins des populations. C'est ce que disent des économistes de grande réputation. C'est ce que dit le grand économiste américain Joseph Stiglitz :

" Puisqu'il est flagrant que notre système économique ne peut rien pour la plupart des citoyens et que nos gouvernements sont globalement sous le coup des intérêts privés, la confiance dans la démocratie va s'éroder. Et puisque nous comprenons peu à peu que nombre de nos pays ne sont plus ceux de l'égalité des chances, c'est sans doute notre sentiment de la justice qui est menacé." (Voila une première opportunité pour l'économie sociale - puisque l'économie sociale propose de créer des association ou des entreprises qui appartiennent aux citoyens - des citoyens qui sont à la fois propriétaires et usagers de leurs organisations. Puisqu'elle propose le contrôle démocratique des citoyens. Autrement dit, la présence de l'économie sociale dans une société encourage le soutien d'une citoyenneté active et responsable, une citoyenneté prête à mettre en place des organismes rentables socialement et économiquement, quitte parfois en référant à des activités bénévoles.[1]

Joseph Stiglitz en rajoute:
"*Il est donc urgent de repenser le monde, de réformer une science économique qui s'est fourvoyée, entrainant dans son sillage l'accroissement des inégalités, la montée de la pauvreté ou l'aggravation de la crise environnementale.* [2]*(Le prix de l'inégalité.)*

---

[1] Joseph Stiglitz, Le triomphe de la cupidité, Éditions LLL.
[2] Joseph Stiglitz, Le prix de l'inégalité. Éditions LLL.

La cupidité et l'inégalité, deux virus ou deux cancers des temps modernes dans nos sociétés d'aujourd'hui.

Des économistes européens (Le Manifeste d'économistes atterrés) lancent le même message : *"Nous sommes conscients que l'actuelle crise est bien davantage qu'une crise économique. C'est aussi une crise sociale qui témoigne d'une rupture historique. (...) Il faut rappeler aux élus qu'il appartient aux citoyens, pas aux experts, de déterminer ensemble par la délibération économique les objectifs de l'activité économique, les critères de son efficacité et les moyens de s'en approcher."*

La littérature sur le sujet est abondante.

Pas étonnant que le système dominant actuel soit dénoncé si fortement puisque, dans son ensemble, il produit des résultats contraires aux intérêts de la majorité de la population et contredit les engagements des pays membres de l'ONU dans la fameuse Déclaration universelle des droits de 1948 qui voulait mettre fin aux guerres entre les peuples et aux inégalités dans le monde. Une déclaration proclamant les valeurs sociales fondamentales : la liberté, celle qui ne nuit pas à la liberté des autres, l'égalité, la fraternité par la solidarité. Le nouveau système a mis fin à une période que les économistes ont identifié comme étant les "trente années glorieuses" - puisque, pendant ces trois ans, par exemple, la classe américaine fut la classe dominante, comme le rappelle l'économiste Paul Krugman, dans son livre intituté *L'Amérique que nous voulons.* Il écrit : "Il y avait quelques pauvres et quelques riches, mais la majorité était la classe moyenne, chacun ayant accès à une maison, une automobile...et un emploi ou même une entreprise au service des gens."

Pas étonnant que le système actuel soit dénoncé puisqu'il a mis à cette période. Après cette période de trente années glorieuses (1945-1975), voilà qu'à la fin des années 1970, sous l'effet de l'évolution des technologies de communication et de production,les continents, les peuples et surtout les marchés se rapprochent, les frontières deviennent plus perméables, les USA qui avait accepté d'assurer la stabillité monétaire à la fin de la guerre mondiale de 1939-1945, décide de faire évaluer le dollar sur le marché des devises. Il se créer alors une nouvelle façon de créer de la richesse, sans production de biens et des services. Deux nouveaux piliers de la nouvelle société apparaissent : la spéculation et l'endettement.

Un monde nouveau. En conséquence, les dysfonctionnements de l'économie mondiale ressemblent à ceux des périodes du courant primaire, cette période du temps de l'Antiquité où dominant une petite minorité de riches et une majorité de "sujets du roi", pauvres et sans droit. Le système dominant d'aujourd'hui est source de chômage, d'une croissance des inégalités, de la montée de la pauvreté, de crises économiques à tous les six et sept ans. Les inégalités qui en résultent sont source de fraudes, de tricheries, de conflits, d'injustices, de guerres. Bref, le monde est en feu, titrait à la Une le journal Le Monde Diplomatique, en France. On constate des écarts de plus en plus grands dans le partage de la richesse et la robotisation de la main-d'oeuvre. L'élément central du développement qui, jadis, était la personne humaine est remplacé par le pouvoir

économique et financier.

Le pire : c'est que les États semblent impuissants à corriger la situation. Ils n'osent rétablir un système économique qui assurerait le mieux-être des populations puisqu'ils sont eux-mêmes endettés et soumis aux diktats du capital et de la finance.

Seuls les citoyens - par l'éducation citoyenne - peuvent corriger les tendances actuelles.

Autant d'opportunités pour l'économie sociale qui permet aux citoyens de se donner les moyens de répondre à leurs propres besoins par la pratique réelle de la démocratie, même dans le monde des affaires, qui vise à un partage équitable de la richesse, et vise à recréer une économique dont l'élément central est la personne humaine.

Au Québec, l'essor de l'économie sociale est réel. La principale institution financière, créée en 1900, est une coopérative. L'Agriculture fut sauvée grâce à la coopération. Au fil des ans, il s'est créé des coopératives, des mutuelles, des organismes à but non lucratif dans de nombreux secteurs d'activités: habitation, consommation, services funéraires, aide à domicile, santé, transport, etc.

Pour ma part, je me souviens du Sommet de l'économie et de l'emploi en 1995 (j'ai eu le privilège de le présider) - alors que l'endettement du gouvernement ne cessait d'augmenter et que le chômage ne cessait d'augmenter. Voilà que les participants au Sommet décident de créer ce qu'on appelle *Le Chantier de l'Économie Sociale.* Oui! On faisait appel à l'économie sociale pour relever les défis du temps!

Un Chantier temporaire - disait-on (deux ans) Mais les résultats furent si probants qu'on prolongea le mandat du Chantier...qui existe encore aujourd'hui et qui est de plus en plus présent dans le développement économique du Québec.

Je me souviens de la création par Monsieur Jacques Parizeau, en l'an 2000, de l'Institut de recherche en économie contemporaine (IREC) dont le programme s'articule autour de six axes dont celui de l'économie sociale et le développement local.

Je me souviens d'une démarche récente - 2013, celle de l'adoption d'une loi-cadre de l'économie sociale par le gouvernement du Québec. Une reconnaissance de l'économie sociale au développement socio-économique du Québec et d'établir le rôle du gouvernement dans ce domaine. Une loi qui vise à promouvoir l'économie sociale, à en soutenir le développement par l'élaboration ou l'adaptation d'outils d'intervention et à favoriser l'accès aux mesures et aux programmes de l'Administration pour les entreprises de l'économie sociale."

La France a aussi une loi de l'économie sociale.

La situation, souvent dramatique, dont se trouvent les populations, sont des opportunités pour le développement d'une économie dont l'élément central de son

développement est non pas les détenteurs de capitaux - mais l'individu, le citoyen, la personne humaine.

Deuxième question :

Quel est l'impact de l'économie sociale dans le monde ? Là où il est connu, là où le pouvoir politique appuie une économie sociale - l'impact est perceptible. Mais, il faut l'admettre, comme le dit Joseph Stiglitz, le système dominant est lui-même soumis aux forces du capital. Ce qui limite l'impact que les entreprises et associations de l'économie sociale pourraient avoir sur les populations.

C'est pourquoi, je réponds ainsi à la troisième question : Quels sont les obstacles à franchir et les obstacles à réduire afin de soutenir l'expansion de l'économie sociale des communautés francophones du Canada ? Il faut une éducation citoyenne permanente. L'être humain se définit comme étant un animal raisonnable. Il nait animal, guidé par ses instincts. Il devient humain par l'éducation à sa capacité d'apprendre, de penser, de conceptualiser la vie avec les autres. On ne nait pas démocrate, on le devient par l'éducation. On ne nait pas coopérateur, mutualiste, ou partisan de l'économie social, on le devient par l'éducation. Or, une des difficultés du monde "humaniste", c'est que depuis que l'élément central du développement est devenu l'économie, la finance, la possession, l'enrichissement individuel - dans nos maisons d'enseignement, sont devenus la priorité. L'enseignement ou l'éducation au savoir-être, au savoir vivre ensemble est accessoire, parfois même absent. Le XXe siècle fut le siècle le plus prolifique sur le plan de la connaissance de la matière - sur notre capacité à exploiter pour notre confort les ressources de la planète, mais sur le plan du savoir-être, du vivre ensemble, ce fut le siècle le plus meurtrier...
Pour soutenir le développement de l'économie sociale, il faut des humanistes, des démocrates, des citoyens engagés à créer des sociétés plus justes et plus égalitaires, plus humaines. Il ne faut pas oublié que les valeurs des entreprises de l'économie sociale ne sont pas inscrites en bourse; elles sont inscrites dans le cœur des citoyens qui désirent vivre dans des sociétés où chacun et chacune ont une place et un rôle à jouer ce qui permet à tous et toutes de vivre une vie digne.

Il faut aussi - deuxième obstacle, faire connaître l'économie sociale. L'économie sociale n'est pas une économie pour les moins bien nantis; ce n'est pas l'économie des pauvres. L'économie sociale est une économie responsable - cohérente - qui crée des entreprises qui ne sont pas en contradiction avec les engagements politiques inscrites dans les grandes chartes des droits de l'Homme.

Personnellement, j'aime bien le proverbe chinois qui dit : si chacun nettoie le devant de sa porte, toute la vie sera propre. Imaginez ! Si on pouvait dire, si chaque localité du Canada vivait d'une économie responsable- d'une économie qui incarne les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité, tout le Canada sera un pays libre, égalitaire et fraternel. Ce que je souhaite de tout cœur !